

## Editorial

### PAS DE TREVE !

#### Malgré la période électorale, les coups pleuvent et les mobilisations se développent pour y faire face :

Au centre Pompidou (Beaubourg) de Paris où après 12 jours de grève reconductible, les agents ont obtenu le maintien de leur convention collective que le ministère de la Culture voulait faire disparaître ;

En Guyane, où la grève démarrée à Kourou le 20 mars s'est généralisée sur l'ensemble du territoire guyanais. Mais après plus de 3 semaines de lutte, les Guyanais semblent avoir obtenu gain de cause (plus de 3 milliards d'euros d'engagement de l'Etat) ;

à la DGFIP, où les syndicats CGT, FO et Solidaires du 94 ont tous appelé à la grève le 21 avril dernier contre le projet de la direction départementale de passer à 3 RAN<sup>1</sup> au lieu de 10 sur le département ! Mais les réformes sont toujours en cours, et la DGFIP veut toujours aller plus vite pour liquider les missions, les droits et les acquis des agents comme des usagers.

Nous allons devoir prendre en charge la campagne Impôts sur le Revenu avec encore un déficit chronique en vacances d'emploi B et C sur le département. Et nous allons devoir faire face à l'afflux de contribuables que vont générer les inquiétudes sur le Prélèvement à la Source avec toujours moins d'agents, alors que de nombreux centres n'arrivent déjà plus à s'occuper de leurs missions courantes !

#### Les 3 syndicats nationaux, CGT, FO, et Solidaires se sont adressés à la presse pour dénoncer l'accident industriel en préparation :

personnel insuffisant, informatique et logiciels qui ne seront jamais prêts à temps, perte de recettes fiscales de l'Etat avec l'intervention de tiers collecteurs et d'organismes collecteurs. N'en jetez plus ! Et c'est nous, agents des finances, qui allons être en première ligne pour en subir les conséquences ! Et cerise sur le gâteau, nous venons d'apprendre que la DGFIP veut supprimer la plus grande partie des remboursements pour les trajets et l'hébergement des élus nationaux en CAP<sup>2</sup> afin de les empêcher de siéger pour les CAP Nationales (mutations, discipline, recours en évaluation, liste d'aptitude etc...). Cela veut dire qu'ils sont prêts à liquider tout dialogue social, toute opposition syndicale qui les empêcherait de passer en force contre les agents ! Cela veut surtout dire que comme en Guyane, comme à Beaubourg, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et nos propres mobilisations pour préserver nos missions de service public et nos statuts !

Nous vous appelons à vous réunir en Assemblées Générales avec vos syndicats CGT, FO et Solidaires sur les tous les sites afin de discuter ensemble de la riposte collective que nous allons mettre en œuvre pour bloquer ces attaques.

<sup>1</sup> : Résidence d'Affectation Nationale  
<sup>2</sup> : Commission Administrative Paritaire

#### SOMMAIRE

Page 1 : EDITORIAL - Page 2 : DOSSIER - Page 3 : BREF !  
Page 4 : (Mauvaise) HUMEUR - Bulletin d'adhésion

# Le Mouton NOIR Le Mouton

## DOSSIER

### LA CGT FINANCES PUBLIQUES : POURQUOI ? POUR QUI ? COMMENT ?

#### La CGT FP en six points

##### 1) Qu'est-ce que la CGT Finances Publiques ?

Constitué par des agents titulaires, actifs, retraités, élèves, stagiaires, auxiliaires et contractuels, le Syndicat CGT Finances Publiques est un syndicat national qui se donne pour mission la défense des droits et des intérêts matériels et moraux (individuels et collectifs) de l'ensemble des agents de la DGFIP. Le syndicat a également l'objectif de resserrer les liens de solidarité et de fraternité qui nous unissent. De plus, il œuvre à la défense et à l'amélioration du service public. Le syndicat fait partie d'une organisation interprofessionnelle (la Confédération Générale du Travail) qui agit pour une société démocratique, contre les discriminations de toutes sortes, contre le racisme, la xénophobie et contre toutes les exclusions.

##### 2) Pourquoi la CGT Finances Publiques 93 ?

La CGT Finances Publiques combat les politiques d'austérité et le démantèlement de la DGFIP, les suppressions d'emplois, les restructurations, l'abandon des missions et la remise en cause des règles de gestion. Elle revendique un service public de qualité, sur tout le territoire, ainsi qu'une fiscalité juste et redistributive. Ainsi, la démarche revendicative de la CGT s'appuie sur la consultation des agents (HMI, tournées de services), la recherche de l'unité d'action pour faire aboutir les revendications, et la volonté d'informer sous toutes les formes (tracts, pétitions, journal « Le Mouton Noir », guides pratiques, affiches, site internet...).

Les syndiqués ont le pouvoir d'intervenir à tout moment dans l'activité de leurs représentants mandatés pour les questionner, pour participer et pour décider collectivement. Le mandat défini par les syndiqués est impératif pour les représentants élus lors des Assemblées Générales du syndicat départemental.

##### 3) Ensemble, agir sur nos conditions de travail

Rassemblés au sein de la CGT Finances Publiques, les agents ont les moyens d'agir sur leurs conditions de travail comme à Noisy-le-Sec, les moyens d'empêcher la fermeture de leur site comme à Bagnolet ou La Courneuve, et les moyens de permettre aux syndicats de défendre leurs droits après un entretien ou pour leur mutation.

En additionnant leur force au syndicat, ils soutiennent leur organisation au sein des organismes paritaires (CHSCT, Commission Départementale d'Aide Sociale...) influant sur leur vie professionnelle, mais aussi sur l'action sociale.

##### 4) Rejoindre la CGT pour donner aux agents les moyens de peser dans les décisions

Face à la direction, si nous voulons avoir du poids, si nous voulons être entendus, si nous voulons négocier dans de bonnes conditions, n'oublions jamais que notre force, c'est d'être nombreux, organisés et unis. Le rapport de force est possible parce que la CGT s'appuie sur un fort réseau de militants dans tous types de services et pour chaque mission de la DGFIP. De plus, chaque agent peut trouver un accompagnement de proximité, que ce soit pour intervenir auprès d'un chef de service, d'un directeur départemental ou de la Direction Générale.

##### 5) À quoi sert la cotisation ?

La cotisation sert à l'expression et au fonctionnement de l'organisation (tracts, affiches, presse, déplacements de militants auprès des agents, organisations de réunions, actions, etc.). Elle sert au financement de la CGT à travers ses organisations à tous les niveaux (Finances Publiques comme interprofessionnel), ainsi qu'à la solidarité avec des secteurs en lutte (retraités, salariés de la santé...).

##### 6) Comment nous contacter ?

- Par e-mail : [cgt.ddfip93@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip93@dgfip.finances.gouv.fr)

- Par téléphone : la liste des militants de la commission exécutive est sur le site internet [dgfip.cgt.fr/93](http://dgfip.cgt.fr/93) - onglet Accueil - La Section - Militants.

- Directement : tout syndiqué ou militant est un collègue présent dans un service. Il peut vous faire part de nos engagements, de notre activité, et vous orienter.



# Le Mouton NOIR

## BREF !

#### Fusion des RAN dans le 94 : appel CGT, Solidaires et FO à la grève

Après une première fusion de RAN comme dans le 93 l'année dernière, la DDFIP 94 a décidé de passer la surmultipliée avec le passage de 10 RAN à 3 sur le département !

C'est un projet d'une brutalité inouïe qui est justifiée par le DDFIP 94 dans les termes suivants :

" La cartographie actuelle dans le Val-De-Marne ne permet pas une allocation optimale des ressources qui réponde aux besoins des métiers".

On croirait entendre du Olivier Gloux dans le texte... Notre DDFIP 93, toujours à la pointe, a fusionné en 2016 les RAN de Saint Ouen et Saint-Denis, Montreuil et Noisy-Le-Sec ainsi que celles de Pantin, Aubervilliers et Bobigny. C'est pourquoi, à l'époque, l'ensemble des organisations syndicales s'est élevé contre ce projet scélérat qui vise à liquider les possibilités de mutation/affectation au choix des agents pour les faire dépendre entièrement des potentats locaux, et de lisser des vacances d'emploi de manière à masquer la pénurie d'agent... Avec le blocage 3 ans des nouveaux agents C en ALD sur RAN, on imagine les conséquences dévastatrices pour les agents !

Nous soutenons nos camarades et nos collègues du 94 en lutte et en grève ce 21 avril pour obtenir le retrait de ce projet !

Nous aussi dans le 93, nous voulons le retour aux 11 RAN initiales !

#### LA CGT DDFIP 93 AUX COTES DES STAGIAIRES : LA DIRECTION DEPARTEMENTALE OBLIGEE DE VERSER LES CHEQUES HOTELS AUX STAGIAIRES DE L'ETE 2016

Les 16 collègues concernés toucheront de 150 à 240 €uros.

Après de longs mois de lutte et deux délégations à Bercy où nous avons rencontré le sous-directeur des politiques sociales et des conditions de travail dépendant du secrétariat général du ministère de l'économie et des finances, nous avons eu gain de cause auprès de la direction du 93.

Nous avons enfin obtenu que la DDFIP 93 verse le complément des 300 €uros de chèques hôtels pour tous les stagiaires qui n'avaient pas pu accéder aux foyers meublés sur la région parisienne lors de leur première affectation.

Pour rappel, plus de 100 stagiaires sur l'ensemble de la région parisienne n'avaient pu accéder aux foyers meublés du ministère des finances suite à l'engagement de ceux-ci, et avaient été obligés de dormir à l'hôtel le temps de trouver un logement...

Ainsi, tous les agents n'ayant pas pu disposer des 300 €uros de chèques hôtels se verront remettre la différence par rapport à la somme qu'ils avaient perçu.

L'administration a mis le temps, mais nous n'avons pas lâché et... ça a payé !

# Le Mouton NOIR (Mauvaise) HUMEUR

## EMBOUTEILLAGE DE CADRES A LA DDFIP 93

Dans le monde merveilleux des Directions Départementales des Finances Publiques, on assiste à un phénomène rare et mystérieux dans notre administration : un sureffectif !

Que l'on se rassure : ce prodige ne touche pas les banals agents C, B ou A qui continuent encore et toujours de manquer cruellement dans tous les services. Non, ce petit prestige concerne les dizaines d'IP (Inspecteur Principal) et d'AFIPA (Administrateur des Finances Publiques Adjoint) qui, depuis quelques temps, errent dans les couloirs de notre direction avec un air désœuvré. Eh oui, à force de fermer des trésoreries, de fusionner des SIE pour pouvoir supprimer un maximum d'emplois et faire des économies d'immobilier, ces pauvres héros se retrouvent sans logis, sans travail. Grand Dieu, il faut absolument occuper ces malheureux !

Qu'à cela ne tienne : la direction, d'après elle, manque de chargés de mission ! Quelles missions, nous aimerions tous le savoir... Ou tiens, et si on créait aussi de nouvelles structures administratives ?

Des exemples ? C'est à un AFIPA qu'incombe la charge de l'archivage sur tout le département. Pour la direction, il faut au moins ce grade pour assurer cette mission... Autre exemple ?

Notre nouveau responsable de la Formation Professionnelle est un AFIPA. Statutairement, il serait inconvenant de transférer la gestion d'un simple service à un AFIPA, il lui faut au moins une division. Et miracle, le service de la Formation Professionnelle, autrefois rattachée à la division des ressources humaines et dirigé par un IP, s'est transformé en division autonome d'un simple coup de baguette magique !

On pourrait penser qu'avec une telle hausse qualitative de l'encadrement, les agents n'auraient qu'à se féliciter de ces changements. Malheureusement, nous avons vite déchanté... En effet, les agents techniques 2ème classe

(et les agents administratifs 2ème classe recrutement sans concours) doivent s'inscrire à un examen professionnel pour pouvoir passer agent principal. Problème : aucun des agents en question ne connaît les dates, les modalités d'inscription et la plupart ne sont même pas au courant de l'existence de cet examen ! Nous avons découvert que l'inscription s'était déroulée en février... pour un examen fin mars !

Nous avons interpellé notre nouveau responsable de la Formation Professionnelle sur la possibilité d'informer beaucoup plus en amont les agents sur le sujet, et la réponse a été à la hauteur de nos attentes pour un responsable de division : " Les volumes concernés sont extrêmement faibles". Argument hautement pertinent : comme il n'y a pas beaucoup de places, mieux vaut ne pas informer les agents, ce sera plus sûr...

"L'information est faite sur Ulysse National et sur le site de l'Enfp. Par ailleurs, nous publions les préparations aux concours et examens professionnels sur Ulysse local". Là encore, si les agents ne sont pas informés de leurs possibilités d'évolution, on voit difficilement pourquoi ils iraient chercher. Et le propre des agents techniques n'est pas de rester sur un poste de travail toute la journée à surveiller Ulysse, ou alors c'est qu'il y a un problème.

L'avantage d'avoir une division unique (la formation professionnelle avec les RH), c'est aussi la possibilité de savoir directement quels sont les agents à ce grade et de pouvoir les prévenir à temps. Mais notre responsable refusant de prévenir les agents concernés, ce sont (à ce jour et à notre connaissance) au moins quatre collègues qui auraient pu passer l'examen, peut être l'avoir, mais qui se retrouvent bloqués encore une année au salaire le plus bas dans la grille d'agent C. Heureusement, on ne manque pas de cadres...

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Date de naissance : \_\_\_\_\_ Numéro DGFIP : \_\_\_\_\_  
Grade : \_\_\_\_\_ Échelon : \_\_\_\_\_ Temps Partiel : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Adresse professionnelle \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

@ \_\_\_\_\_

@ \_\_\_\_\_

☎ \_\_\_\_\_

☎ \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

À renvoyer : Local syndical CGT, Centre des Finances Publiques  
29 rue Parmentier 93100 Montreuil - Tél : 01 49 88 59 04



Section de la Seine-Saint-Denis

Je souhaite recevoir la presse syndicale :  
 à mon adresse administrative  
 à mon adresse personnelle